



MARCHES PUBLICS DE TRAVAUX

MAIRIE D'ECOTAY L'OLME

Place de la Mairie
42 600 ECOTAY L'OLME
04.77.58.59.69

**MARCHE DE TRAVAUX –
REHABILITATION DU PRESBYTERE EN VUE DE LA CREATION D'UN GITE**

Date et heure limite de réception des offres

Vendredi 10 mai 2024 à 14h00

Règlement de la Consultation

ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONSULTATION

La présente consultation concerne les travaux de réhabilitation du bâtiment du presbytère en vue de la création d'un gîte.

ARTICLE 2 - CONDITIONS DE LA CONSULTATION

2.1 Etendue et mode de la consultation

Il s'agit d'un marché de travaux de type « Exécution » passé sous la forme d'une PROCEDURE ADAPTEE, conformément aux dispositions des articles L 2123-1 et R 2123-1 et suivants du Code de la Commande publique (CCP). Le marché est soumis aux dispositions du Cahier des clauses administratives générales (CCAG) Travaux en vigueur (arrêté du 30 mars 2021). Après examen des offres sur la base des critères de choix, l'acheteur se réserve les possibilités de négocier avec les trois candidats ayant fait la meilleure offre ou d'attribuer le marché sur la base des offres initiales sans négociation.

2.2 Pouvoir adjudicateur

Mairie d'ECOTAY L'OLME

26 Place de la Mairie

42 600 ECOTAY L'OLME

Représentant du pouvoir adjudicateur : Madame Carine GANDREY, Maire

Profil acheteur : <https://loire.marches-publics.info/>

2.3 Intervenants

Maîtrise d'œuvre : La maîtrise d'œuvre est assurée par le maître d'œuvre : PENTA INGENIERIE – 12 rue Nicolas Chaize – 42100 SAINT-ETIENNE tel : 04.77.81.01.01 –

Mail : penta.ingenierie@gmail.com

Bureau de contrôle : ALPES CONTRÔLE Agence de Saint-Etienne —22, rue des aciéries – 42 000 SAINT-ETIENNE – Monsieur Aubin SAUZET – Tél. 06 49 25 00 99

CSPS : ALPES CONTRÔLE Agence de Saint-Etienne —22, rue des aciéries – 42 000 SAINT-ETIENNE – Madame Béatrice VILLAREALE – Tél. 06 72 58 32 20.

2.4 Forme des marchés à conclure

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches.

Les travaux sont répartis en 11 lots

LOT n° 1 : Démolition

LOT n° 2 : Maçonnerie

LOT n° 3 : Couverture - zinguerie

LOT n° 4 : Métallerie

LOT n° 5 : Menuiseries bois

LOT n° 6 : Plâtrerie - Peinture

LOT n° 7 : Sols minces

LOT n° 8 : Carrelage

LOT n° 9 : Electricité – Courants faibles

LOT n° 10 : Ventilation – Plomberie – Sanitaires

LOT n° 11 : Nettoyage

Chaque candidat est autorisé à présenter une offre pour un seul, plusieurs ou l'ensemble des lots. Plusieurs lots pourront être confiés au même candidat. Les candidats feront une offre de prix distincte pour chaque lot qu'ils souhaitent se voir attribuer.

A savoir si le candidat soumissionne à plusieurs lots, celui-ci devra fournir un acte d'engagement par lot.

2.5 Forme juridique du prestataire

Les candidats pourront se présenter soit sous la forme d'une entreprise unique soit sous la forme d'un groupement d'entreprises. En cas de groupement, la forme souhaitée par le pouvoir adjudicateur est un groupement (solidaire, conjoint, conjoint avec mandataire solidaire), afin de faciliter le suivi administratif, technique et financier.

2.6 Variantes

Les candidats doivent répondre à la solution de base du DCE. Par ailleurs, les variantes seront interdites.

2.7 Lieu et délai d'exécution

Lieu d'exécution : 1, Chemin de l'Eglise – 42 600 ECOTAY L'OLME

Le délai d'exécution est fixé à 10 mois à compter de l'ordre de service prescrivant le démarrage des travaux période de préparation et congés compris

2.8 Modifications de détail au dossier de consultation

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter, au plus tard 6 jours avant la date limite fixée pour la remise des offres, des modifications de détail au dossier de consultation. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet. Si pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite ci-dessus est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

2.9 Réalisation de prestations similaires

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de confier à l'attributaire du marché, en application de l'article R 2122-7 du CCP, des marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires à celles qui lui seront confiées au titre du marché dans le cadre d'une procédure négociée sans publicité ni mise en concurrence. La durée pendant laquelle ces nouveaux marchés pourront être conclus ne peut dépasser trois ans à compter de la notification du présent marché.

2.10 - Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à 120 JOURS à compter de la date limite fixée pour la remise des offres.

2.11 – Visite

Une visite du site est conseillée.

Merci de vous rendre sur le chantier, soit le 22 avril 2024 à 14h00, soit le 29 avril à 14h00.

Vous pouvez contacter Monsieur Robert JOANIN au Tél. 06 82 38 38 26.

Aucune indemnité ni frais de déplacement n'est prévu.

ARTICLE 3 - PIÈCES DU DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES

Les pièces particulières du marché sont téléchargeables sur le profil acheteur <https://loire.marches-publics.info/> et sont les suivantes :

- Le présent règlement de consultation (RC),
- Le cahier des charges, présentant les clauses administratives particulières (CCAP)
- L'acte d'engagement,
- Le planning d'exécution,
- Les plans,
- Le cahier de clauses techniques communes (CCTC),
- Les cahiers des clauses techniques particulières (CCTP),
- Les décompositions du prix global et forfaitaire (DPGF),
- Mémoire technique,
- Attestation normale,
- Le diagnostic amiante et plomb,
- L'étude de faisabilité,
- Le plan général de coordination de sécurité et protection de la santé catégorie 2 (PGC1)
- DC1,
- DC2,
- DC4.

ARTICLE 4 - PRÉSENTATION DES OFFRES

Monnaie : euro (€)

Les dossiers des soumissionnaires seront entièrement rédigés en langue française ou devront être accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté ; cette traduction doit concerner l'ensemble des documents remis dans l'offre.

4.1 Justifications de candidature à produire :

Justificatifs à produire au regard des articles L 2141-1 et suivants et R 2142-1 et suivants du CCP.

- Pièce CAND 1 : lettre de candidature - Habilitation du mandataire par ses co-traitants (DC1)
- Pièce CAND 2 : déclaration du candidat individuel ou du membre du groupement (DC2)
- Pièce CAND 3 : attestations d'assurances RC professionnelle + décennale
- Pièce CAND 4 : références de moins de 3 ans et moyens techniques et humains
- Pièce CAND 5 : indication des titres d'études et titres professionnels du candidat et/ou des cadres de l'entreprise.

Pour présenter leur candidature, les candidats utilisent soit les formulaires DC1 et DC2 disponibles gratuitement sur le site www.economie.gouv.fr, et fournis dans la consultation.

4.2 Le projet de marché comprenant :

- Pièce O1 : une décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF)
- Pièce O2 : un mémoire technique
- Pièce O3 : acte d'engagement complété

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques (co-traitants et/ou sous-traitants) sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique (DC1 ou DC4). L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt. Elle devra également indiquer les prestations dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que la soumission au présent marché entraîne l'acceptation pleine et entière de l'ensemble des pièces du dossier détenu par l'acheteur public.

ARTICLE 5 – SÉLECTION DES CANDIDATURES

Les candidatures qui ne peuvent être admises en application des dispositions des articles R 2142-1 et suivants du CCP sont éliminées. L'examen des candidatures est assuré au regard des articles R 2144-1 et suivants du CCP.

Les candidatures sont sélectionnées au vu des capacités professionnelles, techniques et financières des candidats. Après analyse, les candidatures jugées insuffisantes ne seront pas admises.

La vérification de la capacité économique et financière et des capacités techniques et professionnelles des candidats peut être effectuée à tout moment de la procédure et au plus tard avant l'attribution du marché public.

Avant de procéder à l'examen des candidatures, s'il apparaît que des pièces du dossier de candidature sont manquantes ou incomplètes, le pouvoir adjudicateur peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces dans un délai approprié. Les candidatures conformes et recevables seront examinées, à partir des seuls renseignements et documents exigés dans le cadre de cette consultation, pour évaluer leur situation juridique ainsi que leurs capacités professionnelles, techniques et financières.

ARTICLE 6 - JUGEMENT DES OFFRES

Le jugement sera effectué dans les conditions prévues aux articles R 2152-1 et suivants du CCP. L'attention des candidats est attirée sur le fait que toute offre irrégulière ou inacceptable pourra être régularisée pendant la négociation. En revanche, toute offre inappropriée sera systématiquement éliminée. Toute offre demeurant irrégulière pourra être régularisée dans un délai approprié. La régularisation d'une offre pourra avoir lieu à condition qu'elle ne soit pas anormalement basse.

Le pouvoir adjudicateur détermine l'ordre des critères de choix selon la pondération suivante et s'y référera lors de l'analyse des offres :

Pour les lots :

- 01 : Démolition
- 02 : Maçonnerie, VRD,
- 05 : Menuiserie bois,
- 06 : Plâtrerie – Peinture,
- 09 : Electricité – courant faible
- 10 : Ventilation – Plomberie - Sanitaire

- **Prix des prestations 50 points**

- **Valeur technique 50 points**

Méthodologie

Prix des prestations :

Note sur 50= (prix le plus bas/prix de l'offre examinée) X 50

Valeur technique

La valeur technique sera évaluée en fonction des paragraphes du mémoire technique remis par l'entreprise au regard des éléments suivants :

- Organisation du chantier et méthodologie d'intervention
- Moyen matériel et humain pour le chantier
- Respect des délais et amélioration du planning

Pour les lots :

- 03 : Couverture – Zinguerie
- 04 : Métallerie
- 07 : Sols minces
- 08 : Carrelage
- 11 : Nettoyage

- **Prix des prestations : 100 points**

Les offres seront ainsi classées en fonction du nombre de points obtenus, l'offre du candidat ayant le plus de points étant déclarée économiquement la plus avantageuse. En cas d'égalité de points, la meilleure note obtenue sur le critère le plus important permettra de départager les candidats.

A NOTER : Le Mémoire technique justificatif est indispensable, à défaut l'offre ne pourra être analysée et a fortiori retenue.

Dans le cas où des erreurs purement matérielles (de multiplication, d'addition ou de report) seraient constatées dans l'offre du candidat, l'entreprise sera invitée à confirmer l'offre

rectifiée ; en cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

ARTICLE 7 - CONDITIONS DE DEPOT DES OFFRES

La transmission des offres par voie électronique est conseillée sur le profil acheteur du pouvoir adjudicateur, à l'adresse URL suivante : <https://loire.marches-publics.info/> avant la date indiquée en première page, cependant les offres reçues par courrier avec accusé de réception ou déposées en Mairie avec accusé de réception sont acceptées.

Seuls seront ouverts les plis qui ont été reçus au plus tard à la date et l'heure limites de remise des offres.

Aucun format électronique n'est préconisé pour la transmission des documents. Cependant, les fichiers devront être transmis dans des formats largement disponibles. Dans la mesure du possible, les offres ne devront pas excéder un poids acceptable (50-80 Mo).

Le pli électronique peut être doublé d'une copie de sauvegarde sur support papier ou électronique (clé USB) transmise dans les délais impartis au siège de l'acheteur public. Cette copie est transmise sous pli scellé par LRAR ou remise contre récépissé et comporte obligatoirement la mention « copie de sauvegarde » ainsi que le nom du candidat et l'identification de la procédure concernée. Elle sera détruite par le pouvoir adjudicateur si elle n'est pas ouverte.

Les candidats sont informés que seules les pièces du marché du prestataire déclaré attributaire seront signées à l'achèvement de la procédure. Une « invitation à signer » (manuscrite ou électronique) sera transmise par l'acheteur à l'attributaire.

La signature électronique n'est pas imposée. Toutefois, le candidat qui le souhaite peut signer sa proposition dès la remise de son offre.

A NOTER : l'attributaire pressenti devra produire dans un délai de 8 jours, les certificats et attestations prévus aux articles R 2143-6 à 10 et suivants du CCP, ainsi que les documents complémentaires qui lui seront demandés et le cas échéant, la liste nominative des salariés étrangers (indiquant la nationalité, la date d'embauche, le type et le numéro du titre d'autorisation de travail). L'offre la mieux classée sera retenue à titre provisoire dans l'attente desdits documents.

A NOTER : afin d'éviter tout désagrément (spam, etc.), il est conseillé aux candidats de paramétrer leur messagerie pour être assuré d'accepter toutes les adresses mails ayant pour nom de domaine : @aws-france.com. Les guides d'utilisateurs à l'attention des opérateurs économiques précisent les modalités d'accès au profil acheteur.

ARTICLE 8 - RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES

Pour obtenir tous renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats pourront adresser leurs questions sur le profil acheteur <https://loire.marches-publics.info/> **3 jours au plus tard avant la date limite de réponse** indiquée en page 1 du présent document. Une réponse sera alors publiée sur le même support en temps utile à toutes les entreprises ayant retiré le dossier.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de ne pas donner suite à toute ou partie de la consultation.

Instance chargée des procédures de recours et auprès de laquelle des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours :

Tribunal Administratif de Lyon – 184, Rue Duguesclin – 69 433 LYON Cédex 03 –

Ou éventuellement au moyen d'une requête déposée sur le site www.telerecours.fr dans un délai de 2 mois à compter de sa transmission au représentant de l'Etat et de sa publication.